

Semaine du 19 au 23 octobre

AI FOR ALL GLOBAL BRIEF

1. SIGNAUX MONDIAUX — TRAVAIL, GOUVERNANCE ET SOCIÉTÉ

Huit États américains poursuivent OpenAI, accusant ChatGPT de mettre les enfants en danger

Le 14 octobre, les procureurs généraux de l'Iowa, du Kansas, du Nebraska, de Virginie-Occidentale, de l'Arkansas, de l'Arizona, de l'Idaho et du Montana ont déposé des plaintes distinctes contre OpenAI au titre de la protection des consommateurs. Ils accusent ChatGPT d'avoir mis des enfants en danger et trompé les familles sur sa sécurité : encouragement à l'automutilation, renforcement d'idées délirantes, conseils médicaux dangereux et aide à la planification de violences.

Les États demandent aux tribunaux d'imposer des changements au fonctionnement de ChatGPT, ainsi que des dommages et intérêts et des sanctions civiles. OpenAI affirme avoir intégré à son produit des « protections adaptées à l'âge parmi les plus avancées du secteur » et prévoit d'autres garde-fous, dont un contrôle parental et des rappels de pause. Aucune de ces accusations n'a encore été examinée par un tribunal. Ces plaintes arrivent quelques jours après la faillite de Character.AI, l'application de compagnons IA visée par des accusations similaires.

Pourquoi c'est important : Jusqu'ici, la protection des enfants face aux chatbots relevait surtout des politiques internes des entreprises. Si ces plaintes aboutissent, ce sont les tribunaux — et non les équipes produit — qui pourraient fixer les normes minimales de sécurité de l'IA utilisée par les jeunes. Et ces normes voyagent : un produit modifié pour les enfants américains l'est généralement pour les enfants du monde entier.

Sources : [TechRepublic](#) | [Ministère de la Justice du Montana](#)

AUSSI CETTE SEMAINE

- L'IA n'a pas entamé la confiance des employeurs américains dans les diplômes : selon une enquête Gallup–Lumina auprès de 2 500 recruteurs, 80 % préfèrent un candidat diplômé même quand le poste ne l'exige pas, et 48 % pensent que l'IA rendra les diplômes plus importants d'ici cinq ans. [\[source\]](#)

2. INFRASTRUCTURE ET CAPACITÉ DE CALCUL

À Build 2026, le Nigeria propose de mutualiser la capacité de calcul pour l'IA avec le Rwanda, le Sénégal et le Kenya

Lors de la conférence Build 2026, à Abuja le 21 octobre, le gouvernement nigérian a fait un aveu franc et une proposition inhabituelle. S'exprimant au nom du ministre des Communications, Bosun Tijani, Olubunmi Ajala, directeur du Centre national pour l'intelligence artificielle et la robotique, a cité l'électricité, la connectivité, le cloud et l'accès aux puces avancées comme les principaux obstacles aux ambitions du pays en matière d'IA. Sa réponse : relier les GPU du

Nigeria aux ressources de calcul du Rwanda, du Sénégal et du Kenya, afin que les chercheurs africains puissent combiner leurs capacités pour des tâches plus lourdes, comme l'entraînement de modèles de langage. « La capacité nigériane n'est peut-être pas assez grande, mais nous pourrions la mettre en commun pour nous tous. »

Le gouvernement a aussi proposé un parc de données près de la centrale d'Egbin, à Lagos, dont environ 60 % de la capacité serait inutilisée, et un autre avec le Togo. Environ 20 millions de Nigériens restent sans connexion.

Pourquoi c'est important : Aucun pays africain ne peut, seul, se payer une capacité de calcul à l'échelle des modèles les plus avancés. Mutualiser les capacités par-delà les frontières pourrait donner aux chercheurs et aux start-up de Lagos, Kigali, Dakar et Nairobi l'accès à des ressources qu'aucun de leurs gouvernements ne pourrait acheter seul — à condition que la proposition passe de la tribune aux accords signés.

Sources : [ThisDay](#) | [BusinessDay](#)

AUSSI CETTE SEMAINE

- Selon une étude commandée par Luminare et présentée à Build 2026, la dépendance du Nigeria aux services cloud étrangers lui coûte environ 850 millions de dollars par an. [\[source\]](#)

3. ÉDUCATION ET CAPACITÉS HUMAINES

Meta et le gouvernement sud-africain ouvrent une académie d'IA gratuite pour les développeurs et les étudiants

Meta et le ministère sud-africain des Communications et des Technologies numériques ont lancé l'AI Academy South Africa, un programme gratuit en deux volets. Le premier est une formation virtuelle de huit semaines, animée par des formateurs, destinée aux étudiants, développeurs et professionnels : bases de l'IA, IA générative et rédaction de requêtes, puis création d'applications avec les modèles d'IA de Meta. Les inscriptions sont ouvertes jusqu'en janvier 2027.

Le second est un concours de pitch pour de jeunes start-up sud-africaines utilisant les outils d'IA de Meta : dix équipes présélectionnées pitcheront à Johannesburg le 30 octobre, et deux lauréats recevront chacune environ 82 000 rands de financement non dilutif ainsi qu'un voyage au sommet IA de Meta à Istanbul. L'objectif, selon Craig Meyer, du ministère, est d'aider les Sud-Africains à devenir créateurs plutôt que simples consommateurs d'IA.

Pourquoi c'est important : Pour un étudiant ou un jeune développeur sud-africain, une formation gratuite et structurée, avec une voie vers un financement, réduit le coût d'entrée dans l'IA. La contrepartie : elle forme aux outils d'une seule entreprise. Les compétences sont transférables, mais l'écosystème qui se construit est celui de Meta.

Sources : [Bizcommunity](#) | [The Citizen](#) | [Inscriptions](#)

AUSSI CETTE SEMAINE

- Le projet de programme scolaire du Ghana ajouterait l'initiation à l'IA, le code et la citoyenneté numérique de la maternelle à la sixième année du primaire, avec des leçons conçues pour fonctionner même sans appareil ni internet ; le ministère de l'Éducation indique qu'il est encore à l'étude. [\[source\]](#)
- L'État indien du Gujarat prépare une mission « AI for Every Student » pour former environ 500 000 étudiants en anglais et en gujarati, avec 5 000 enseignants formateurs et un budget de 20 crores de roupies — alors que les règles indiennes de protection des données des mineurs ne s'appliqueront qu'à partir de mai 2027. [\[source\]](#)

4. INDUSTRIES CRÉATIVES

En Inde, les tribunaux écrivent les règles contre les deepfakes d'acteurs

Le 8 octobre, la Haute Cour de Delhi a accordé aux acteurs Kangana Ranaut et Vijay Deverakonda la protection de leurs droits de la personnalité contre les hypertrucages générés par IA, les images retouchées, les voix clonées et les faux parrainages. Dans le cas de Kangana Ranaut, Meta doit retirer les contenus identifiés sous 72 heures ; dans celui de Vijay Deverakonda, Meta, Google et X doivent supprimer 94 liens répertoriés, les plateformes de vente en ligne doivent retirer les produits dérivés sous 72 heures, et les ministères de l'Informatique et des Télécommunications doivent ordonner aux fournisseurs d'accès de bloquer les sites en cause. L'acteur Arjun Kapoor a obtenu une protection similaire.

La cour fixe aussi des limites. Dans d'autres affaires en cours, elle a indiqué que les droits de la personnalité ne peuvent servir à empêcher des articles sur des faits reprochés, et elle s'efforce de définir qui peut être considéré comme une célébrité protégée. Pour l'instant, les acteurs indiens obtiennent devant les tribunaux une protection qui, aux États-Unis, se négocie dans les conventions syndicales ou relève du droit de chaque État.

Pourquoi c'est important : Pour un acteur dont le visage et la voix sont le gagne-pain, une ordonnance de retrait rapide fait la différence entre un deepfake contenu et un deepfake qui circule pendant des mois. Les tribunaux indiens construisent cette protection au cas par cas — un modèle que d'autres pays dépourvus de loi spécifique sur l'image et l'IA pourraient suivre.

Sources : [MediaNama](#) | [ANI](#) | [LiveLaw](#)

AUSSI CETTE SEMAINE

- Aux États-Unis, des éditeurs de musique et Anthropic se sont affrontés le 21 octobre sur la question de savoir si l'entraînement d'une IA sur des paroles de chansons relève du fair use, dans l'affaire Concord contre Anthropic ; le juge n'a pas encore statué. [\[source\]](#)

5. REGARD RÉGIONAL — AFRIQUE ET SUD GLOBAL

Les milliards de Nvidia pour l'IA souveraine continuent d'éviter l'Amérique latine

L'Amérique latine représente environ 6,6 % de la production économique mondiale, mais n'attire qu'environ 1,1 % des investissements mondiaux dans l'IA, selon l'Indice latino-américain de l'intelligence artificielle (ILIA) publié par la CEPALC et le CENIA chilien. Elle accueille 4,8 % des infrastructures mondiales de data centers, contre 38,5 % pour les États-Unis.

L'écart se voit dans la destination de l'argent de Nvidia pour l'IA souveraine. Le 13 octobre, l'entreprise a annoncé 2 milliards de dollars de nouveaux investissements en Europe, en plus des 8 milliards engagés l'année précédente, et elle a promis 250 millions de dollars de capacité de calcul à des universités britanniques pour la recherche sur la sécurité de l'IA. Aucun gouvernement latino-américain n'a reçu d'offre comparable. Les initiatives de la région restent plus modestes : au Brésil, l'agence fédérale SERPRO construit une plateforme nationale d'IA souveraine sur du matériel Nvidia, et le Salvador a lancé un jeu de données synthétiques ouvert.

Pourquoi c'est important : Le lieu où se construit la capacité de calcul décide du lieu où peuvent se développer emplois, recherche et start-up de l'IA. Pour les étudiants et les fondateurs de São Paulo, Bogota ou Mexico, une région tenue à l'écart signifie construire sur des capacités louées à l'étranger — et payées en dollars.

Sources : [Latin Times](#) | [ILIA 2025 \(ECLAC-CENIA\)](#)

AUSSI CETTE SEMAINE

- Le centre de Rome du PNUD a rappelé cette semaine que seuls 5 % environ des talents africains en IA ont accès à la puissance de calcul nécessaire aux tâches complexes — un chiffre issu d'une analyse de 2024 du réseau de data scientists Zindi —, et que les services cloud ne peuvent souvent pas être payés en monnaie locale. [\[source\]](#)

6. OPPORTUNITÉS ET ÉVÉNEMENTS

Un certificat en IA gratuit de Carnegie Mellon pour les Africains — candidatures jusqu'au 15 novembre

Carnegie Mellon University Africa, basée à Kigali, reçoit jusqu'au 15 novembre les candidatures à son certificat gratuit en intelligence artificielle pour l'Afrique, dont la prochaine promotion débutera le 17 janvier 2027. Le programme comprend six cours en ligne — Python pour l'IA, fondements mathématiques de l'apprentissage automatique, bases de l'apprentissage automatique, IA générative appliquée et deux cours sur l'IA dans son contexte social et africain —, soit environ 270 heures.

Il s'adresse aux débutants qui cherchent un stage ou un premier emploi, ainsi qu'aux professionnels techniques en milieu de carrière. Les candidats doivent avoir des bases en algèbre linéaire, probabilités, statistiques et programmation, disposer d'un ordinateur et d'une connexion fiable, et pouvoir consacrer au moins cinq heures par semaine. Chaque cours donne lieu à un badge, et l'ensemble des six à un certificat.

Pourquoi c'est important : Un programme d'IA exigeant, adossé à une université et gratuit, c'est rare. Pour un diplômé de Kampala ou d'Abidjan qui a les bases en mathématiques et en programmation, c'est une voie crédible vers les métiers de l'IA, sans quitter son pays ni payer de frais de scolarité.

Sources : [Opportunities for Africans](#) | [CMU-Africa](#)

AUSSI CETTE SEMAINE

- Les candidatures aux EQUALS in Tech Awards 2027 de l'UIT, qui récompensent les actions en faveur de l'égalité de genre dans les technologies, ferment le 7 novembre à 23 h 59 (HEC). [\[source\]](#)

UN SIGNAL À SUIVRE

Protéger et ouvrir l'accès. Cette semaine, tribunaux et gouvernements ont avancé sur deux fronts à la fois. Aux États-Unis et en Inde, ils ont agi pour protéger les personnes — les enfants qui utilisent des chatbots, les artistes dont le visage et la voix sont copiés sans leur consentement. À Abuja, Johannesburg et Kigali, l'effort a porté sur l'élargissement de l'accès : capacité de calcul partagée, formations gratuites, portes ouvertes sur l'économie de l'IA. La question décisive n'est pas seulement de savoir comment les sociétés régulent l'IA, mais si elles peuvent élargir l'accès tout en protégeant la dignité humaine. Une gouvernance efficace de l'IA doit faire progresser les deux : des garde-fous sans accès risquent d'aggraver les inégalités, et un accès sans garde-fous risque de saper la confiance. À la Tomorrow Foundation, nous pensons que les deux doivent se construire ensemble — et que les communautés qui disposent aujourd'hui du moins d'infrastructures doivent avoir pleinement voix au chapitre.

AI for All Global Brief est une publication de la Tomorrow Foundation.